

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 14/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COOPERATIVE GARUN PAYSANNE

Chemin chaussée
22400 Hénansal

Références : 2024.257
Code AIOT : 0005500074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement COOPERATIVE GARUN PAYSANNE implanté Le Chemin chaussée BP 70329 22400 Hénansal. L'inspection a été annoncée le 24/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été organisée dans le cadre de la plainte transmise à la DREAL le 31/10/2023 par un riverain concernant des nuisances liées au bruit et aux poussières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPERATIVE GARUN PAYSANNE
- Le Chemin chaussée BP 70329 22400 Hénansal

- Code AIOT : 0005500074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La COOP GARUN PAYSANNE exploite, au lieu-dit "Chemin Chaussée" à HENANSAL, une usine de fabrication d'aliments pour le bétail et des installations de stockage de céréales. Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 29/01/1991 complété le 04/07/1994 et 31/03/2008. Le site comprend notamment :

- des silos de stockage de céréales et de matières premières (capacité totale de 76 000 m3);
- 4 séchoirs (puissance totale de 22 MW);
- 2 unités de fabrication et de commercialisation d'aliments pour le bétail (Usine 78 et Usine 90) produisant 185 000 tonnes d'aliments par an.

L'établissement est concerné par la directive 2010/75/ relatives aux émissions industrielles (directive "IED").

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	SYSTEME DE MANAGEMENT DE L'ENVIRONNEMENT	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe, Titre II.5	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	PLAN DE GESTION DES EMISSIONS SONORES	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe, Titre II.13.1.	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	CONTRÔLE DES NIVEAUX SONORES	Arrêté Préfectoral du 29/01/1991, article 5-4	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
3	REDUCTION DES EMISSIONS SONORES	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe, Titre II.13.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	MESURES DE PREVENTION DES EMISSIONS DIFFUSES	Arrêté Préfectoral du 29/01/1991, article 8-3-4	Demande d'action corrective	3 mois
6	PROCEDURES DE NETTOYAGE	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 6	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	RESPECT DES VALEURS LIMITES D'EMISSIONS ATMOSPHERIQUES	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe, Titre II.15.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a mis en évidence, au cours de ce contrôle, la prise en compte par l'exploitant de la plainte et la mise en œuvre d'actions visant à identifier et réduire les sources d'émissions sonores et les émissions de poussières liées à l'exploitation de ses installations. Cependant, l'inspection demande à l'exploitant de formaliser la mise en place d'un système de management environnemental, conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 27/02/2020 relatif aux meilleures techniques disponibles, et de justifier la mise en place d'un plan de gestion du bruit et de justifier du respect des niveaux sonores en limite de propriété, y compris en période de collecte. L'inspection a par ailleurs dressé des constats relatifs au nettoyage des installations pour lesquels l'exploitant devra mettre en œuvre de mesures correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : SYSTEME DE MANAGEMENT DE L'ENVIRONNEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe, Titre II.5
Thème(s) : Risques chroniques, Meilleures techniques Disponibles
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) [...]
Constats : Suite à la publication, en décembre 2019, des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'industrie agroalimentaire et laitière, l'exploitant s'est engagé, dans son dossier de réexamen des conditions d'autorisation du 02/12/2020, à mettre en place un système de management environnemental (SME) proportionné à la taille de l'établissement et à ses enjeux. Le SME n'est actuellement pas mis en place. L'exploitant informe qu'une animatrice QSE, dont le poste était vacant depuis une année, a été recrutée et est chargée d'initialiser, avec l'accompagnement d'un bureau d'étude, la mise en place de la démarche d'amélioration des performances environnementales globales du site. L'exploitant indique que l'élaboration des éléments du système de management est envisagée pour la fin de l'année 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Justifier la mise en place d'un système de management de l'environnement présentant les caractéristiques énoncées dans l'annexe de l'arrêté ministériel dont, notamment, l'engagement et

la responsabilité de l'encadrement et de la direction pour sa mise en œuvre efficace.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : PLAN DE GESTION DES EMISSIONS SONORES

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe, Titre II.13.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Meilleures techniques Disponibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion du bruit comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un protocole précisant les actions et le calendrier ; - un protocole de surveillance des émissions sonores ; - un protocole des mesures à prendre pour remédier aux problèmes de bruit signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ; - un programme de réduction du bruit visant à déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention ou de réduction.
<p>Constats :</p> <p>Dans le contexte de la plainte, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées, par courrier du 31/01/2024, un dossier comprenant une proposition de premières actions relatives à la gestion et la prévention des nuisances sonores. Le plan d'actions vise dans un premier temps à:</p> <ul style="list-style-type: none"> - déterminer les sources de bruits en procédant à des "écoutes", en particulier, des transporteurs extérieurs, et à proposer les actions correctives adaptées (arrêt ou réduction des manutention à vide, modification des automates,...). - réduire les transilages lors des périodes intermédiaires (6h00-7h00 et 20h00-22h00) et périodes nocturnes (22h00-7h00) et contrôler les temps de fonctionnement à vide (pour la vidange des circuits); - Identifier les produits qui collent aux parois du silos, modifier la formulation et la dose d'adjuvant anti-adhésion pour limiter les coups de maillets nécessaires au décollement des aliments sur les parois des cellules. <p>Lors de la visite, l'exploitant a précisé d'autres actions d'ordre organisationnel, technique et humain (sensibilisation). A titre d'exemple, l'exploitant a présenté les modifications qu'il a mis en œuvre concernant la gestion de la circulation sur le site. L'inspection a constaté la mise en place</p>

de panneaux signalétiques visant à interdire aux véhicules poids-lourds d'entrer dans le bourg d'HENANSAL.

L'inspection constate que l'exploitant a engagé des actions pour remédier aux nuisances. Le plan de gestion du bruit n'est cependant pas formalisé suivant les dispositions de l'arrêté ministériel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de finaliser le plan de gestion du bruit et de l'intégrer à son système de management environnemental. Le plan doit notamment inclure le protocole de surveillance des émissions sonores et le programme d'actions de réduction des nuisances.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : CONTRÔLE DES NIVEAUX SONORES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/1991, article 5-4

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores

Prescription contrôlée :

Conformément à l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 Août 1985, le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au plan et au tableau ci-joint qui fixent les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)

Emplacement	Type de zone	Jour	P é r i o d e intermédiaire	Nuit
Point A : limite de propriété Sud	Uya et U	60	60	55
Point B : limite de propriété Est	Uya et U	60	55	50
Point C : limite de propriété Est	Uy et U	60	55	50
Point G : limite de propriété Sud	UYa	65	60	55
Point F : limite de propriété Sud	UYa	65	60	55

Point L : limite de propriété Ouest	UYa et NC	65	60	55
Point D : limite de propriété Nord	UYa	65	60	55
Point I : limite de propriété Nord - Côté La Bouillie	Uya et U	60	55	50

La période de jour, pour les jours ouvrables équivaut à 7h00-20h00

La période intermédiaire équivaut à :

- jours ouvrables : 6h00 à 7h00 et 20h00 à 22h00

La période de nuit équivaut à 22h00 à 6h00 et aux dimanches et jours fériés

Constats :

L'exploitant a procédé à une campagne de mesurage des niveaux sonores les 30 et 31 octobre 2023 (en saison de récolte) par un bureau d'étude. Le rapport, daté du 22/12/2023, a été transmis à l'inspection des installations classées. Le rapport conclut à des niveaux sonores non conformes en certains points de la limite de propriété, en période diurne et en période nocturne.

Sur demande de l'inspection, dans le contexte de la plainte, l'exploitant a procédé à de nouvelles mesures les 20 et 21/03/2024 (hors saison de récolte). Le rapport du bureau d'étude, établi le 13/05/2024, ne révèle pas, à cette période, de dépassements des niveaux de bruit en limite de propriété. Les émergences sont également conformes dans les zones occupées par des tiers.

En complément de ces mesurages réglementaires, l'exploitant a procédé à une analyse des sources sonores par technique de caméra acoustique. L'objectif est d'identifier les équipements qui contribuent de manière prédominante aux nuisances sonores. Dans le cadre de l'étude, les installations ont été redémarrées la nuit à la demande du prestataire. Le rapport met en évidence des sources sonores prédominantes (ventilateur fosse, équipement de manutention aérien, marteau silo, séchoir, ventilateur nettoyeur,...) pour lesquelles il propose des axes d'amélioration (traitement acoustique des parois, silencieux sur les installations de ventilations, révision des transporteurs, écran acoustiques,...).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre de son plan de gestion du bruit, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'identifier et mettre en œuvre les mesures techniques, organisationnelles et humaines visant à réduire les sources de bruit et justifier, par la réalisation d'un protocole de surveillance, du respect des niveaux sonores autorisés en limite de propriété, y compris en période de récolte.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

N° 3 : REDUCTION DES EMISSIONS SONORES

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe, Titre II.13.2
Thème(s) : Risques chroniques, Meilleures techniques Disponibles
Prescription contrôlée : <p>Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, la MTD 14 consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques énumérées :</p> <ul style="list-style-type: none">- Implantation appropriée des équipements et des bâtiments. Il est possible de réduire les niveaux de bruit en augmentant la distance entre l'émetteur et le récepteur, en utilisant des bâtiments comme écrans antibruit et en déplaçant les entrées ou sorties des bâtiments.- Mesures opérationnelles. Il s'agit notamment des mesures suivantes: i. inspection et maintenance améliorées des équipements; ii. fermeture des portes et des fenêtres des zones confinées, si possible; iii. utilisation des équipements par du personnel expérimenté; iv. renoncement aux activités bruyantes pendant la nuit, si possible; v. précautions pour éviter le bruit, notamment pendant les activités de maintenance.- Équipements peu bruyants. Concerne notamment les compresseurs, les pompes et les ventilateurs.- Dispositifs anti- bruit. Notamment: i. réducteurs de bruit; ii. isolation des équipements; iii. confinement des équipements bruyants; iv. insonorisation des bâtiments.- Réduction du bruit. Intercalation d'obstacles entre les émetteurs et les récepteurs (par exemple, murs antibruit, remblais et bâtiments).
Constats : <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté à plusieurs reprises des portes d'accès aux installations laissées ouvertes, malgré les consignes et affichages en place indiquant de maintenir les portes fermées. L'inspection considère que cette pratique peut contribuer à augmenter le niveau sonore à l'extérieur des installations. L'inspection rappelle que la fermeture des portes constituant un dispositif de découplage est automatique et que la nécessité de maintenir ces portes fermées doit être rappelée par une signalisation adaptée.</p> <p>S'agissant des bruits émis par les presses, il a été constaté, en sortie de presse, que des dispositifs silencieux sont détériorés et doivent faire l'objet d'un remplacement.</p> <p>L'exploitant indique qu'un plan d'investissement et un plan de maintenance sont mis en place pour notamment assurer la remise en état des équipements.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Justifier, dans le cadre du plan de gestion du bruit, la prise en compte des techniques de réduction des émissions sonores de la MTD 14. Procéder immédiatement au rappel des consignes de fermeture des portes.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : RESPECT DES VALEURS LIMITES D'EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe, Titre II.15.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions dans l'air respectent les valeurs limites d'émissions (VLE) et sont surveillées aux fréquences suivantes :</p> <p>- Broyage :Unités existantes : < 10 mg/Nm3</p> <p>- Refroidissement des granulés : < 20 mg / Nm3</p> <p>Fréquence de surveillance : Annuelle</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant a procédé à l'analyse de ses rejets atmosphériques en sortie de broyeurs et sortie de presse. Le rapport relatif à la dernière campagne de mesurage (du 02 au 04 novembre 2022) ne met en évidence aucune non-conformité. L'exploitant respecte les niveaux d'émissions associés aux meilleures techniques disponibles.</p> <p>L'inspection rappelle que la fréquence de surveillance est annuelle depuis le 03/12/2023 et qu'une campagne de mesure doit, par conséquent, être réalisée en 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre à l'inspection les résultats du rapport de mesurage 2024 des rejets atmosphériques</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MESURES DE PREVENTION DES EMISSIONS DIFFUSES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/1991, article 8-3-4
Thème(s) : Risques chroniques, Chargement et déchargement des produits
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes précautions seront prises afin de limiter des émissions diffuses de poussières lors du chargement ou du déchargement des produits.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que la fosse de réception n°8 est équipée d'une porte souple d'accès dont</p>

la fermeture est automatique pour limiter les émissions de poussières. Un dysfonctionnement survenu au cours de l'été 2023 a empêché le fonctionnement de la fermeture automatique. L'exploitant a indiqué avoir procédé à la réparation et mis en place un cahier de suivi pour relever les dysfonctionnements.

Lors de la visite, l'inspection a constaté un empoussièrément important au niveau des parois d'une fosse de réception.

S'agissant des émissions liées au séchoir n°4, dans son courrier du 31/01/2024, l'exploitant a proposé des actions visant la réduction des rejets de follicules de maïs. L'exploitant a diagnostiqué un problème d'étanchéité au niveau de la filtration (due à la corrosion) à l'origine d'un rejet diffus de follicules dans l'atmosphère. L'exploitant a indiqué la remise en état de la chambre de filtration avec un renforcement, au niveau de la maintenance, de la fréquence de contrôle de cette étanchéité (arrêt hebdomadaire du séchoir pendant la campagne maïs).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Procéder au nettoyage des fosses de réception.

Procéder à la traçabilité des opérations de contrôle de l'étanchéité et de nettoyage de la chambre de filtration pendant la campagne de collecte du maïs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : PROCEDURES DE NETTOYAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, tes parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. [...]. Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrément des installations

L'état de propreté de l'ensemble des installations est contrôlé par des rondes a minima quotidiennes. Les résultats de ces contrôles sont formalisés. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation.

Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé

doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les documents de traçabilité des opérations de nettoyage. L'inspection a consulté la fiche "Silocok (S101-S102 +Tour 88) qui présente le plan de nettoyage 2023 avec les consignes de sécurité à respecter. Le chef de silo a présenté les enregistrements sur tableur informatique. L'inspection a consulté les plannings 2024 de nettoyage des silos. L'inspection a constaté la présence de repères peints au sol pour évaluer le niveau d'empoussièrement.</p> <p>L'inspection a constaté un niveau de poussières important dans certaines installations visitées, avec des dépôts de poussières au sol notamment au niveau Usine (traces de pas visibles). L'inspection a constaté le jour de la visite qu'une opération de nettoyage par une entreprise extérieure était en cours dans un silo (avec présence de cordiste).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Procéder au nettoyage des zones dans lesquelles il a été constaté des dépôts de poussières (usine, silo).</p> <p>Mettre en place les rondes de contrôle de l'état de propreté des installations et formaliser le résultat de ces contrôles.</p> <p>Compléter judicieusement le nombre de repères peints au sol pour évaluer le niveau d'empoussièrement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois